



Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel

Sous-direction de l'immobilier

Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **MAÎTRISE D'ŒUVRE**

#### **DESTINATAIRE DE L'OUVRAGE :**

ETAT

Ministères de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique

Direction interrégionale des Douanes et Droits Indirects d'Occitanie

#### **MAITRE DE L'OUVRAGE :**

ETAT

Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique

Secrétariat Général

#### **SERVICE CHARGÉ DE L'OPÉRATION :**

ETAT

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Secrétariat Général

Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel

Sous-direction de l'immobilier

Bureau Immobilier et maîtrise d'ouvrage

Antenne Immobilière Grand Sud-Ouest

#### **INTITULÉ DU MARCHÉ :**

Marché de Maitrise d'œuvre pour le relogement de la BSE de Tarbes dans l'aérogare de l'aéroport Tarbes -Lourdes-Pyrénées (65).

## **1. OBJET DU MARCHE**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre pour le relogement de la BSE de Tarbes dans l'aérogare de l'aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées (65).

Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions du code de la commande publique ainsi que les annexes I à IV de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Dans le cadre de sa mission, les spécifications techniques élaborées par l'équipe de maîtrise d'œuvre devront respecter les dispositions de l'article R. 2111-9 du code de la commande publique.

## **2. MISSION DE BASE**

La mission de base est confiée au maître d'œuvre. Elle comprend :

### **2.1. ÉTUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE**

Les études d'avant-projet sommaire qui ont pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-21 du code de la commande publique, de proposer :

- des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic ;
- les performances techniques à atteindre ;
- de vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100.

Dans le cadre de ces études d'APS, une réunion de présentation de l'élément de mission est organisée avec le conducteur d'opération, où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

### **Documents à remettre au maître d'ouvrage pour approbation :**

- Formalisation graphique de l'APS proposé sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m)
- Le cas échéant, demande complémentaire de reconnaissance des existants (avec préparation du cahier des charges techniques)
- Notice descriptive sommaire (aspects extérieurs)
- Notice explicative des dispositions et performances techniques et énergétiques proposées avec un descriptif détaillé
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération
- Estimation du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés dans le respect de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.

## **Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives, si nécessité par le projet**

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception de l'autorisation administrative, il lui en transmet copie et le maître d'œuvre procède à l'affichage réglementaire. Le maître d'œuvre prend en compte les demandes issues des arrêtés au plus tard au cours de la phase projet.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives, le maître d'œuvre assiste le conducteur d'opération, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

### **2.2. ÉTUDES D'AVANT-PROJET DÉFINITIF**

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître d'ouvrage, et qui ont pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-22 du code de la commande publique :

- de proposer les performances techniques à atteindre
- de vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, la sécurité incendie, l'accessibilité aux personnes handicapées ;
- de définir les principes constructifs, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- d'arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions des ouvrages, ainsi que leurs aspects.
- de définir les matériaux ;
- de justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;
- de permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- d'indiquer des durées précises et prévisionnelles de réalisation et déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage en lien avec l'OPC.
- d'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposé en lots séparés. La MOE devra transmettre le détail des hypothèses prises pour arriver à l'estimation de chaque lot (prix unitaires, quantité, ratio au m<sup>2</sup>,...)
- d'arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues au CCAP ;

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

## **Documents à remettre au maître d'ouvrage pour approbation :**

- La charte de chantier à faibles nuisances ;
- Justification des solutions techniques retenues y compris traitement de l'amiante ;
- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m) ;
- Notice descriptive précisant les matériaux en accord avec les exigences de qualité environnementale et technique de la personne publique, selon les contraintes fixées au programme ;
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques ;
- Le carnet de phasage des travaux en prenant en compte l'occupation des locaux pendant toute la durée des travaux ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés dans le respect de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître de l'ouvrage ;

Dans le cadre de ces études d'APD, une réunion de présentation de l'élément de mission est organisée avec le maître d'ouvrage, où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

### **2.3. ÉTUDES DE PROJET**

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et/ou autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Elles doivent permettre, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-12 du code de la commande publique :

- de coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux
- de décrire les ouvrages et d'établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- de décrire les mesures à mettre en place concernant la charte de chantier à faibles nuisances

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

Ces études ont également pour objet :

- de préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- de déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;

- de préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- de décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- de permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- de déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage en lien avec l'OPC.

## **Documents à remettre au maître d'ouvrage pour approbation :**

### Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnements principaux
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure.
- Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

### Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai, d'épreuves et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE, défini en lien avec l'OPC en prenant en compte l'occupation des locaux pendant toute la durée des travaux

Dans le cadre de ces études PRO, une réunion de présentation de l'élément de mission est organisée avec le conducteur d'opération, où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

## **2.4. ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX (AMT) (ANCIENNE DÉNOMINATION MISSION ACT)**

Outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-13 du code de la commande publique, l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux sur la base des études qu'il a approuvées a pour objet :

- de préparer la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux afin qu'ils puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat, ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation.
- de procéder, au stade de l'analyse des offres, à la vérification de la conformité des réponses apportées aux documents de la consultation, d'analyser les méthodes ou solutions techniques proposées en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et d'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères d'attribution précisés dans les documents de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux selon un barème établi par le conducteur d'opération ;
- de préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

### **Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

#### Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le conducteur d'opération pour le mode de dévolution des marchés de travaux et sur justifications du maître d'œuvre (lots séparés en règle générale, entreprise générale ou entreprises groupées par dérogation au principe de l'allotissement). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître de l'ouvrage pour lancer la consultation.

Le maître d'œuvre propose au conducteur d'opération des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le conducteur d'opération, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des opérateurs économiques, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le conducteur d'opération, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- Les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire établis par le maître d'œuvre y compris les éléments relatifs à la charte de chantier à faibles nuisances
- Les éventuels autres documents produits soit par le conducteur d'opération soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, planning de l'opération, études de sondages des sols, diagnostics divers, notamment DTA, RAT, prescriptions des concessionnaires, etc.).

- Les éléments définis pour assurer les exigences de qualité environnementale et technique de la personne publique, selon les contraintes fixées au programme
- la charte de chantier à faibles nuisances

Le C.C.T.P précise si besoin :

La prescription de la mise en place d'un P.A.Q de chantier par l'entrepreneur, avec établissement du cadre correspondant ;

Les modalités selon lesquelles les résultats du contrôle intérieur sont adressés par l'entrepreneur au maître d'œuvre ou tenus à la disposition de celui-ci.

#### Consultation des opérateurs économiques

- Proposition au maître de l'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
- Etablissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage
- Le cas échéant, apporter les réponses aux questions posées par les opérateurs économiques pendant la consultation suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes, avec assistance à la mise en œuvre de la procédure portant sur les offres anormalement basses
- Le cas échéant, préparer les éléments nécessaires à la régularisation des offres et à la demande de précisions sur la teneur des offres
- Proposition d'une liste d'opérateurs économiques susceptibles d'être retenues (offres économiquement les plus avantageuses).

#### Mise au point des marchés de travaux et négociation éventuelle

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le conducteur d'opération et l'opérateur économique. Il participe aux réunions de négociation et assiste le maître d'ouvrage dans cette phase.

Il assiste le maître d'ouvrage sur les réponses à faire aux opérateurs économiques demandant des explications sur le rejet de leurs offres en application des articles R 2181-3 et R 2181-4 du code de la commande publique.

### **2.5. VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE**

Les visas des études d'exécution, fondées sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage ont pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-15 du code de la commande publique :

- de s'assurer que les documents établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, le maître d'œuvre délivre son visa.
- d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

### **Prestations incluses :**

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les opérateurs économiques aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
- Établissement d'un état récapitulatif de recensement, d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les opérateurs économiques
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les opérateurs économiques
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les opérateurs économiques
- Contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre
- Éléments relatifs aux exigences de qualité environnementale et technique du conducteur d'opération, selon les contraintes fixées au programme

### **2.6. DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)**

La direction de l'exécution des marchés publics de travaux a pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-16 du code de la commande publique, de :

- s'assurer que les documents produits par les opérateurs économiques chargés des travaux ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux clauses du marché public, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les opérateurs économiques chargés des travaux et sur les décomptes généraux ainsi que d'instruire les mémoires de réclamation de ces opérateurs économiques.
- organiser la période de préparation du chantier, en procédant notamment, au visa du programme d'exécution des travaux, du plan d'assurance qualité du chantier établis par les opérateurs économiques, et à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec l'OPC et les opérateurs économiques ;
- notifier par ordre de service avant le démarrage des travaux
- s'assurer que les documents d'exécution, les ouvrages en cours de réalisation et les équipements techniques installés respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents administratifs ou techniques à produire par le ou les opérateurs économiques, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions administratives ou techniques du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui



concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;

- analyser en collaboration avec le maître de l'ouvrage, la capacité professionnelle, technique et financière des sous-traitants présentés par l'opérateur économique principal en cours de chantier, et l'assister dans la mise en œuvre de la procédure des offres anormalement basses des sous-traitants ;
- préparer tout ordre de service, sans restriction d'aucune sorte, et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux, ainsi que procéder à toutes constatations et constats contradictoires, que la demande émane de l'opérateur économique ou du maître d'œuvre et fixer la date des constatations dans un délai maximum de huit jours à compter de la demande de l'opérateur économique, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- accepter ou refuser les matériaux, produits et composants de construction proposés par l'opérateur économique par référence aux normes et cahier des charges ;
- effectuer en fonction des stipulations du C.C.A.P du ou des marchés de travaux, les essais et épreuves définies au C.C.T.P ;
- vérifier et suivre les dispositions relatives à la charte de chantier à faibles nuisances
- définir les mesures conservatoires à prendre en cas d'arrêt du chantier ;
- proposer au conducteur d'opération, la durée des prolongations éventuelles des délais d'exécution des marchés de travaux après avis du ou des opérateurs économiques, y compris en cas d'intempéries dûment constatées ;
- modifier, le cas échéant, le calendrier détaillé d'exécution des travaux en cours de chantier en lien avec l'OPC ;
- mettre en place et tenir à jour le registre de chantier ; le maître d'œuvre signera ce registre et devra le faire signer par le titulaire du marché de travaux ou chacun des membres, en cas de groupement, lors de chaque réunion de chantier. Le maître d'œuvre doit tenir ce registre à la disposition du conducteur d'opération ou des intervenants autorisés dans les sept jours qui suivent leur demande formulée par écrit ou lors des réunions de chantier.
- informer systématiquement le conducteur d'opération sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- arrêter les prix non définitifs notifiés par ordre de service, pour les travaux supplémentaires ou modificatifs dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, après consultation de l'opérateur économique titulaire;
- participer au suivi de la mise en œuvre par les opérateurs économiques de la clause d'insertion par l'activité économique telle que définie dans les C.C.A.P des marchés de travaux, notamment lors des réunions de chantier ;
- accepter ou rectifier les projets de décomptes mensuels ou finaux ainsi que leurs pièces jointes, ou les demandes d'avances présentées par le ou les opérateurs économiques ; établir le cas échéant, le décompte final en lieu et place de l'opérateur économique défaillant ;
- établir à partir du décompte mensuel les états d'acompte mensuels, conformément au service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation des marchés de travaux. L'ensemble des factures du présent marché ainsi que les marchés de travaux sera transmis via EDIFLEX.
- établir à partir du décompte final, le projet de décompte général ou de liquidation ;

- Constater et appliquer les pénalités de retard, déterminer le montant des réfections à appliquer à l'opérateur économique ;
- réceptionner les factures des sous-traitants dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure décrite au code de la commande publique (articles R 2193-10 à R 2193-16), vérifier la réalité d'exécution des travaux facturés par le sous-traitant, transmettre sans délai ces factures au maître de l'ouvrage après les avoir vérifiées notamment dans l'hypothèse où l'opérateur économique titulaire n'a pas répondu dans le délai prévu de quinze jours ;
- donner un avis au conducteur d'opération sur les réserves éventuellement formulées par l'opérateur économique en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le conducteur d'opération en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des opérateurs économiques.

### **Tâches À effectuer :**

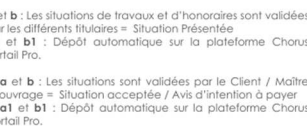
#### Direction des travaux :

- Organisation et direction de la période de préparation du chantier, avec visa du programme d'exécution des travaux et du PAQ, élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les opérateurs économiques, mise en place du registre de chantier ;
- Organisation et direction des réunions de chantier, avec présence hebdomadaire à ces réunions ;
- Rédaction et diffusion des comptes rendus de chantier, y compris à l'ensemble des personnes désignées par le conducteur d'opération, analyser et répondre aux éventuelles remarques émises par les opérateurs économiques ;
- Participation mensuelle à une réunion dite de « maîtrise d'ouvrage » (utilisateur, maîtrise d'œuvre, conducteur d'opération et OPC éventuellement), avec rédaction du compte rendu correspondant ;
- Etablissement des ordres de service sans restriction d'aucune sorte ;
- Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
- Information du conducteur d'opération : avancement, dépenses, évolutions notables, tenue à jour de la liste complète des travaux modificatifs ;

#### Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Réalisation de tous constats contradictoires avec l'opérateur économique ;
- Examen des documents complémentaires à produire par les opérateurs économiques, en application de leurs contrats ;
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats, y compris ceux réalisés par les sous-traitants ;
- Etablissement de comptes rendus d'observation ;
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le conducteur d'opération en lien avec le destinataire de l'ouvrage ;
- Suivi de la charte de chantier à faibles nuisances

- Vérification des projets de décomptes mensuels, établissement des acomptes mensuels, examen des demandes de paiement des sous-traitants via le service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion dématérialisée de la facturation ; le schéma ci-après sera mis en œuvre pour l'opération et chaque intervenant bénéficiera d'une formation à l'outil.



- Examen des devis de travaux complémentaires ou supplémentaires, et préparation des D.C.E ou avenants correspondants ;
- Vérification des projets de décomptes finaux, établissement du décompte final en lieu et place de l'opérateur économique défaillant, établissement du projet de décompte général ;
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique).
- La présente mission comprend si besoin, les prestations nécessaires au remplacement d'un opérateur économique défaillant en cours de chantier (constat contradictoire, décompte de liquidation, nouveau dossier de consultation des entreprises, choix d'un autre opérateur économique), ainsi que l'analyse de toutes les incidences financières, techniques et calendaires liées à cette défaillance.

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-18 du code de la commande publique, :

- 11

bordereaux de suivi des déchets dangereux, et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre et des conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;

- De préparer les opérations préalables à la réception, par l'organisation d'une visite des ouvrages à réceptionner, en présence du conducteur d'opération, du contrôleur technique, du CSPS, de l'OPC. Cette visite donne lieu à un compte rendu établi par le maître d'œuvre, qui récapitule les observations relevées dont celles présentées par le conducteur d'opération, et qu'il convient de régler avant de proposer la réception ;
- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux dans les délais fixés aux contrats de travaux (convocations, rédaction des Procès-verbaux conformément aux modèles remis par le maître de l'ouvrage, diffusion, propositions au conducteur d'opération) en lien avec l'OPC ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée en lien avec l'OPC ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le conducteur d'opération ;
- De remettre le registre de chantier au conducteur d'opération dans le cadre des opérations préalables à la réception définitive de l'ouvrage, en 5 exemplaires en clé USB dont un sur support papier.

### **Prestations confiées et documents à remettre au maître de l'ouvrage :**

Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Réalise contradictoirement avec l'opérateur économique, la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves prévues au C.C.T.P des marchés de travaux, la constatation de l'inexécution des prestations prévues aux marchés de travaux, la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie, la constatation d'imperfections ou malfaçons, la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux, les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- Valide les performances des installations ;
- Organise les réunions de contrôle de conformité ;
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste précise et détaillée des réserves, triée par nature de réserves (travaux restant à exécuter, imperfections ou malfaçons etc.) ;
- Propose les réfections éventuelles à appliquer à l'opérateur économique, ou de distraire certaines prestations du marché ;
- Propose ou non au maître d'ouvrage la réception ;

### **Etat des réserves et suivi**

Participation à la mise au point d'un DIUO opérationnel, réel outil d'exploitation.

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis, et réalise un constat contradictoire de la levée ou non levée de celles-ci.

### **Dossier des ouvrages exécutés**

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement, des notices de fonctionnement, des prescriptions de pose des équipements ou produits, des constats d'évacuation des déchets, des bordereaux de suivi des déchets dangereux, ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre

et des conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements.

Ce dossier est revêtu de la mention « déclaré conforme par le maître d'œuvre » suivie de sa signature.

Il est également intégré les éléments relatifs aux exigences environnementales et techniques selon les contraintes fixées au programme.

**Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre :**

- Examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage ;
- Met en place un suivi informatisé du parfait achèvement de l'ouvrage, mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements relevés ou signalés, avec émargement du maître d'œuvre après réparation. Ce document est incrémenté dès la survenance de nouveaux désordres ou dysfonctionnements ;
- Organise une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie à laquelle le conducteur d'opération est convié et les entreprises convoquées. Il établit et transmet le compte rendu au maître d'ouvrage;
- Apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement au sens de l'article 44-2 du CCAG Travaux, et rend compte au maître d'ouvrage;

**2.8. MISSIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSISTANCE** (DISPOSITIONS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE AINSI QUE LES ANNEXES I À IV DE L'ARRÊTÉ DU 22 MARS 2019 PRÉCISANT LES MODALITÉS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES ÉLÉMENTS DE MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE CONFIÉS PAR DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS À DES PRESTATAIRES DE DROIT PRIVÉ).

Des missions complémentaires d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sont confiées au maître d'œuvre. Elles sont définies à l'article 1.2 du CCAP et concernent :

**2.8.1 OPC**

Les éléments de mission OPC sont décrites à l'annexe 1 du CCAP.